

REVUE DE PRESSE du 1er au 15 août

MEMOIRE

En souvenir des 3 000 Roms exterminés en 1944

DNA, 3 août 2010

Dans la nuit du 2 au 3 août 1944, les nazis exterminèrent 3000 Roms et Sintis du Zigeunerlager d'Auschwitz. Pour commémorer ce génocide des Roms, Rudko Kawczynski, président du forum européen des Roms et des Gens du voyage a rappelé , devant le Palais de l'Europe, le douloureux silence des rescapés du génocide et la lenteur du processus de reconnaissance de la persécution des Roms. Il a aussi souligné que « *les idéologies racistes n'ont pas disparu. Se souvenir du génocide est la clé pour combattre l'intolérance et le racisme d'aujourd'hui* ». Sur 23 000 Roms détenus dans le Zigeunerlager, 20 000 ont péri entre 1941 et 1944

L'intolérance envers les Roms en Europe dénoncée sur le site d'Auschwitz

L'Alsace.fr, 2 août 2010

Quelques 500 Roms de plusieurs pays, réunis à Auschwitz au pied du mémorial dédié à leur extermination des Roms par les nazis pendant la seconde guerre mondiale, ont marqué le souvenir du génocide des 3000 Roms et Sintis en août 1944. « *La discrimination et les persécutions des Sintis et des Roms doivent à jamais disparaître de la vie des peuples en Europe* » a déclaré le leader allemand des Sintis et Roms, Romani Rose. L'office pour les droits de l'Homme de l'OSCE a convié quelques 80 jeunes Roms et non-Roms à participer pendant quatre jours sur le site d'Auschwitz-Birkenau à des manifestations du souvenir du génocide des Roms.

La victoire de Jacques Sigot, alias Tchopa

Le Journal du Dimanche, 8 août 2010

En 1980, Jacques Sigot, instituteur, découvrait par hasard le site du camp de Montreuil-Bellay, dans le Maine-et-Loire, où furent internés pendant la deuxième guerre mondiale quelques 2500 nomades, forains et SDF. Le sujet était resté d'autant plus tabou que la décision remontait à avril 40 et à la Troisième République. Vingt ans plus tard, ses efforts ont abouti : le site de 5 hectares, où ne subsistent que quelques traces du camp a été classé le 8 juillet dernier monument historique et est désormais intouchable. Cette décision prise en pleine polémique sur les Roms est pour Jacques Sigot « *un vrai soulagement* » et « *un joli pied de nez à l'actualité après les déclarations de Sarkozy sur les gens du voyage et les Roms* ».

Un peuple errant maudit des hommes

L'Expressiondz.com

« *Je me suis pâmé il y a huit jours devant un campement de Bohémiens qui s'étaient établis à Rouen... L'admirable est qu'ils excitaient la haine des bourgeois, bien qu'inoffensifs comme des moutons. Cette haine-là tient à quelque chose de très profond et de très complexe. C'est la haine que l'on porte au bédouin, au philosophe, au poète et il y a de la peur dans cette haine. Moi qui suis pour les minorités, elle m'exaspère* ». Cet ostracisme décrit par Flaubert dans une lettre à Georges Sand, a traversé les millénaires depuis que les divers groupes roms ont migré de l'Inde vers l'Europe. Cette persécution d'un millénaire a abouti au XXème siècle à une véritable répression du nomadisme en Europe, au nom de la « protection de la race », dans certains pays libéraux (Suède, Suisse), et surtout dans les pays fascistes, Italie, Roumanie, Allemagne, culminant avec le « Samuradipe » ou « Porrajmos », la shoa tzigane où périrent plus de 500.000 Roms au moins. Le Conseil de l'Europe a

cependant tenu a souligné que la Roumanie a créé en 2003 une commission qui a publié un rapport sur la répression et les massacres dans la Roumanie fasciste. L'Assemblée parlementaire européenne a également voulu signaler le projet exemplaire mené par le gouvernement turc. Après un rassemblement festif dans un stade d'Istanbul avec 15 000 Roms, un projet permettant d'améliorer les conditions de vie des Roms a été annoncé. Pourtant l'histoire montre que chaque pays a fait preuve d'imagination pour bouter hors de son territoire ces personnes infréquentables accusées de tous les maux de la terre, comme le montre encore les dernières décisions du gouvernement français. Thomas Hammerberg commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, tire la sonnette d'alarme ! « *Le discours d'aujourd'hui contre les Roms est tout à fait semblable à celui qu'employaient les nazis et les fascistes avant que ne commence l'extermination de masse dans les années 1930 et 1940. On prétend à nouveau que les Roms sont une menace pour la sécurité et la santé publique. Aucune distinction n'est faite entre une poignée de délinquants et la majorité écrasante de la population rom. C'est une attitude honteuse et dangereuse* ».

FRANCE

Réactions en France après les déclarations du gouvernement français (suite)

Rassemblement le 4 septembre pour la République (75)

L'Humanité, 4 août 2010

Le projet sans aucune base légale de déchoir certains Français de leur nationalité acquise par naturalisation, la stigmatisation des Roms et autres gens du voyage, l'amalgame entre criminalité et présence d'étrangers : les propos et annonces de Nicolas Sarkozy sont si graves que trente organisations politique syndicales associatives se sont engagées à mener un débat national en plein été, à récolter des centaines de milliers de signatures et à organiser un grand rassemblement sur le lieu symbolique de la place de la République à Paris. La date choisie, le 4 septembre, est le jour anniversaire du rétablissement de la République après l'effondrement du Second Empire.

Rocard fait feu sur le gouvernement

Libération, 7 et 8 août 2010

Alors que Michel Rocard parle à propos des propositions sécuritaires de mesures jamais vues depuis Vichy et les nazis et dénonce une « *politique de guerre civile* », un sondage Ifop publié par le Figaro montre qu'une très forte majorité de Français approuve les mesures du gouvernement. En particulier, ils souhaitent à 79% voir démanteler les camps illégaux de Roms. Dans ce domaine, les préfets s'exécutent, comme à Saint-Étienne ou en Seine-Saint-Denis où les évacuations s'enchaînent au rythme de deux par semaines.

Le New York Times condamne les « calculs » de Sarkozy

Le Figaro, 7 août 2010

Le New York Times se paie une nouvelle fois Sarkozy. Dans un éditorial intitulé « Xénophobie : la chasse aux non-Français », le quotidien new-yorkais s'en prend aux récentes propositions du président français en matière de sécurité et d'immigration. Il met en cause les propos du président sur les Roms : « *Monsieur Sarkozy a promis de détruire les camps des Roms et de les renvoyer d'où ils viennent, principalement en Roumanie et Bulgarie. Mais ces deux pays sont membres de l'Union européenne, rappelle l'éditorial. Ainsi, conclut-il « des centaines de milliers de leurs ressortissants, qui sont en France légalement, risquent désormais de se voir balayer et expulser au cours de raids policiers.* »

Les Français suivent le Président sur le terrain sécuritaire

Le Progrès, 7 août 2010

Le sondage Ifop/Figaro publié jeudi montre qu'une large majorité de Français approuve les principales mesures annoncées récemment par le Président pour lutter contre l'insécurité. Pour le démantèlement des campements illégaux de Roms et de gens du voyage, cette mesure est plébiscitée par 79% des personnes interrogées. Ils sont 60% à gauche à approuver (65% pour les proches du PS) et 94% à droite.

Ce sondage controversé est-il populiste ?

Rue 89, 8 août 2010

Revenant sur le sondage Ifop/Figaro, Rue 89 s'interroge sur sa validité. Il constate que les sondés de l'été sont une « *population atypique* », s'interroge sur la fiabilité des sondages par Internet par rapport à ceux faits par téléphone et se demandent sur les questions sont biaisées ou non ? Par exemple sur les Roms : « êtes-vous très favorables, plutôt favorables, plutôt opposé ou très opposé au démantèlement des camps illégaux des Roms » ? « *La réponse est dans la question, remarque le sociologue Richard Brousse. Comme les camps sont illégaux, on pourrait être étonné que 100% des sondés n'aient pas répondu favorablement. Frédéric Micheau (Ifop) répond que « si on n'avait pas précisés qu'ils sont illégaux, on aurait introduit un biais* ». On lui demande pourquoi la question n'était pas, par exemple, de savoir si les gens sont favorables au respect de la loi qui oblige certaines communes à aménager des terrains d'accueil pour les Roms : « *C'est vrai on aurait pu lui poser. Mais on est obligé de faire un choix et tous les choix sont mutilants [sic].* »

FIJ : les journalistes condamnent la répression en France contre les Roms

News Press, 9 août 2010

Les Fédérations internationale et européenne des journalistes ont condamné aujourd'hui la répression déclenchée par les autorités françaises contre les Roms, avertissant que cela encourage la xénophobie et l'intolérance. Elles accusent également la police d'entrave au travail des journalistes, empêchés de couvrir un raid contre un campement rom à Saint-Etienne.

Sécurité : la CNCDH critique les propos officiels « discriminatoires »

AFP, 10 août 2010

La Commission consultative des Droits de l'Homme se déclare « *préoccupée par la succession de déclarations officielles de caractère discriminatoires à l'encontre des gens du voyage et des Roms, des « Français d'origine étrangère » ou encore des mineurs délinquants et de leurs parents* ».

Des experts de l'ONU critiquent les projets sur les Roms et les étrangers

Le Monde, 13 août 2010

Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU (CERD) a entendu mercredi les représentants du gouvernement français, une délégation de hauts fonctionnaires des ministères des de l'intérieur, de la justice, des affaires étrangères et de l'immigration. Ceux-ci ont produit un rapport qui énumère les progrès accomplis depuis 2005, le dernier passage de la France devant le CERD. Le rapporteur du groupe de 18 experts du CERD, s'inquiétant d'un « *manque de vraie volonté politique* », a lancé : « *il serait temps que vous fassiez vivre les rêves d'égalité et de fraternité* ». Plusieurs interventions ont porté sur la discrimination des Roms, dont le rapport français ne dit pas un mot. Le chef de la délégation française a reconnu qu'ils rencontraient « *d'importantes difficultés sur notre territoire national* », mais que la cause du problème était « *le défaut d'intégration de ces populations dans leurs pays d'origine* ».

Discriminations raciales : pour l'UMP, « l'ONU se trompe »

Le Figaro, 13 août 2010

Après le carton rouge attribué à la France par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) de l'ONU, le parti socialiste a tiré à boulets rouges contre le gouvernement « *premier responsable de ce climat d'insécurité et de xénophobie* ». Même son de cloche du côté des ONG comme La Ligue des droits de l'homme qui constate : « *cela veut dire que notre diagnostic n'est pas teinté d'antisarkozysme ou d'angélisme . Ces dérives inquiètent aussi la communauté internationale* ». La majorité UMP, elle, émet des doutes sur la légitimité des experts onusiens, accusant certains d'être issus de pays où les droits de l'homme ne sont pas respectés. Claude Guéant , le secrétaire général de l'Elysée, parle lui, de « *montage pur et simple* » : « *l'ONU ne critique pas la France. Il y a un comité qui réfléchit et des personnes qui se sont exprimées à titre individuel. Le comité, lui, rendra son avis le 27 août* », ajoutant que l'arsenal juridique de la France n'avait rien de raciste.

Des élus de gauche prônent la fermeté face aux Roms

Le Figaro, 13 août 2010

La gauche s'indigne, mais expulse quand même. Vendredi à Anglet (Pyrénées Atlantiques, un terrain occupé illégalement par des gens du voyage a été évacué à la demande du maire socialiste de la ville. Celui de Carrières-sous-Poissy (Yvelines) , PRG, vient de demander à Nicolas Sarkozy l'expulsion des camps de Roms installés dans le département. Rue de Solférino, la direction du parti socialiste est consciente des problèmes de sécurité que peuvent poser les camps roms, mais dénonce « *l'approche communautariste* » et stigmatisante du chef de l'Etat. Sur le terrain, les élus s'emploient avec ou sans succès, à gérer les Roms. A Lille, Martine Aubry s'est engagée à en héberger 200 dans des villages d'insertion. A Montreuil (Seine-Saint-Denis), la municipalité de Dominique Voynet (Verts) a mis en place un programme d'insertion d'1 million d'euros par an. « *Cette politique n'est pas toujours facile à expliquer et le discours tenu au sommet de l'Etat ces derniers jours, la met clairement en danger* » dénonce-t-elle.

Roms : un député UMP dénonce la politique « ignoble » du gouvernement

Le Monde.fr, 14 août 2010

Après l'expulsion des Roms de Montreuil, le député villepiniste Jean-Pierre Grand a estimé que « *la politique de démantèlement des camps illégaux* » menée par le gouvernement « *tournait à l'ignoble* ». « *Peut-on être un député de la république et laisser faire sans réagir quand on découvre que les forces de l'ordre trient les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autres avec menace de séparer les mères et les enfants ?* » ajoute-t-il. Pour conclure que ces méthodes « *rappellent les rafles pendant la guerre* » et demander finalement la démission du préfet de Seine-Saint-Denis Christian Lambert.

Roms : le Parti de Gauche dénonce des « pratiques barbares »

AFP, 15 août 2010

Dans un communiqué, le Parti de Gauche s'est insurgé contre « *les expulsions brutales de familles Roms de leurs lieux de vie* », parlant de « *politique discriminatoire* ». « *Cette politique n'est malheureusement pas unique en Europe* » poursuit le texte qui pointe du doigt la Bulgarie, la Grèce, l'Italie, la Roumanie et la Serbie notamment, fustige la « *tolérance* » des instances européennes pour cette « *politique de ségrégation des Roms* » et exige l'abandon immédiat de ces « *pratiques barbares* ».

Roms/Les Verts : « expulsions de la honte »

Le Figaro.fr/AFP, 15 août 2010

Les Verts appellent dimanche tous les élus de la République à s'opposer aux "expulsions de la honte" des familles Roms de leurs lieux de vie. « *Nous appelons tous les élus de la République, tous les citoyens à s'opposer à ces expulsions de la honte, où, comme à Montreuil, on sépare les hommes des femmes et des enfants, ce qui ne manque pas de nous rappeler les plus sombres moments de notre histoire* » affirme dans un communiqué Djamila Sonzogni, porte-parole de Verts. Selon le parti écologiste, « *cette démonstration de force du gouvernement n'a aucune efficacité et n'a qu'une visée politicienne : rassurer les électeurs d'extrême droite déçus par Sarkozy en vue de l'élection présidentielle.* »

Démantèlement des camps en France (voir aussi dans les régions)

Plus de 40 camps de Roms ont été démantelés en 15 jours, annonce Brice Hortefeux

AFP, 12 août 2010

Plus de 40 camps illégaux de Roms ont été démantelés en France en 15 jours a annoncé jeudi à Lyon le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux. 700 personnes concernées devraient être reconduites dans leur pays d'origine, la Roumanie ou la Bulgarie, a-t-il précisé.

Le coup d'accélérateur d'Hortefeux pour faire décamper les Roms

Libération, 13 août 2010

40 camps expulsés en deux semaines ? Le chiffre du ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, surprend. Pour Alexandre Le Clève, di Collectif Hors la rue « *c'est la guerre du chiffre* ». En fait, ajoute-t-il « *tout était programmé à l'avance. Les autorités avaient des tas de terrains et de squats en attente d'expulsion.* » « *En Seine-Saint-denis, le durcissement se faisait sentir depuis sept-huit semaines,* indique Michèle Mézard (Médecins du monde). *Il y a une accélération depuis deux semaines, mais c'est aussi un effet d'annonce.* » Le ministre a donné un coup d'accélérateur pour faire exécuter des décisions déjà dans les cartons des préfets, ce que condamne le parti socialiste : « *la constatation de l'illégalité de ces occupations était souvent très ancienne, mais les préfetures, lucides sur la stérilité de l'action, avaient différé l'exécution* ». La deuxième annonce de Brice Hortefeux - « *700 personnes devraient être reconduites dans leur pays d'origine* » - interroge également. On ne sait pas si dans ce chiffre sont pris en compte uniquement les obligations de quitter le territoire français ou également les aides au retour volontaire. « *Les gens se dispersent. Certains partent en Italie, en Espagne etc. D'autres rentrent en Roumanie et attendent que la situation se tasse pour revenir* » affirme Michèle Mézard. Car rien n'interdit aux citoyens roms détenteurs d'un passeport de l'Union européenne de jouir de la liberté de circulation.

Roms : des expulsions en trompe-l'œil

Le Journal du Dimanche 14 août 2010

Jeudi à Lyon, Brice Hortefeux annonçait que le démantèlement de 40 camps roms « *devrait permettre de raccompagner plus de 700 personnes dans leur pays d'origine d'ici la fin du mois* ». Il s'agit d'une « *affirmation gratuite* » pour Laurent El Gohazi président de la Fnasat (Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les gens du voyage). A Saint-Etienne, les 135 personnes évacuées vendredi dernier se sont déplacées de quelques rues : « *ils ne sont pas plus expulsés que vous et moi* » souligne Marie-Pierre Vincent (Réseau Solidarité Roms). A Choisy-le-Roi, 91% des Roms ont refusé l'aide au retour. « *Arrivés à Bucarest et Sofia, les Roms repartent en car vers Paris, parfois le soir même,* explique précise Jérôme Lobao (Pro-Com). *Et ça crée un appel d'air. Il*

y avait 540 Roms à Bordeaux en novembre et 700 en juin, malgré deux avions entre-temps». A l'échelle du pays, l'impression se confirme, comme l'affirme Laurent El-Ghozi : « On estime qu'il y a environ 15 000 Roms étrangers en France depuis 1990. Or 8500 ont été expulsés en 2008, 10 000 en 2009. Ce qui prouve bien que les expulsés reviennent. »

L'évacuation des camps illégaux de Roms s'accélère

Le Monde, 14 août 2010

Depuis l'annonce du durcissement de la politique envers les Roms installés dans des camps illégaux, les pouvoirs publics ont procédé à une quarantaine de démantèlements de camps correspondant à 750 personnes. Des opérations ont eu lieu à Saint-Etienne, Lattes et Montpellier (Hérault), Lesquin (Nord) Choisy (Val de Marne), à Marseille, Lyon, Bordeaux également. Ces évacuations surviennent après des décisions des tribunaux de grande instance à la suite de recours déposés par les propriétaires, privés ou publics. L'impact concret des expulsions est difficile à mesurer. La proportion de Roms demandant l'aide au retour est très limitée. Et rien ne garantit que les Roms visés par des OQTF (obligation à quitter le territoire français) obtempéreront. Certains s'installent déjà sur d'autres sites illégaux. « *C'est l'éternel recommencement, se désole Michèle Mezard (MDM) On laisse les personnes dans la rue, elles vont donc s'installer un peu plus loin. « C'est juste de l'effet d'annonce. La réalité n'est pas modifiée, elle est juste déplacée »* confirme Malik Salemkour (Romeurope).

Réflexion

Dénoncer l'anti-tziganisme sans s'attaquer à ses racines ?

Le Monde, 10 août 2010

Après les déclarations de Nicolas Sarkozy sur les Roms et les gens du voyage, Martin Olivera, anthropologue, attire l'attention de tous sur l'irréductible diversité des Tsiganes et note que les réactions face aux amalgames du gouvernement ne remettent jamais en cause l'existence de cette « communauté » en tant qu'entité sociale homogène. Pour appuyer sa démonstration, il donne en exemple la Seine-Saint-Denis où se retrouvent des familles gitanes (Languedoc, Espagne), installées depuis le 19ème siècle et vivant en habitat standard, des groupes manouches et yéniches de l'Est de la France implantés à la même époque et vivant en caravane et/ou en maison, les « Roms de Paris » présents depuis l'entre-deux guerre et habitant des pavillons de banlieue, des Roms yougoslaves arrivés dans les années 1960-70 et vivant dans des maisons banales, et enfin, depuis les années 1990-2000, des groupes familiaux roumains et bulgares occupant des squats ou des bidonvilles. Même ces derniers (environ 3 000) forment des groupes distincts au-delà de leur mobilité subie. Certains parlent de mosaïque pour définir l'ensemble tsigane. Cette mosaïque n'existe que pour les non-Tsiganes, car même s'il y a des influences communes, on ne peut que constater la grande diversité des Tsiganes. Les Institutions européennes et mondiales, des fondations (l'Open Society Institute de George Soros) portent une responsabilité majeure dans la définition de la « question rom » au niveau européen et l'image d'une minorité essentiellement composée de « cas sociaux ». La route de l'enfer est pavée de bonnes intentions : tout en voulant lutter contre les discriminations et favoriser l'insertion de certains groupes locaux effectivement en difficulté, mais n'ayant que eu de choses à voir les uns avec les autres sinon une étiquette, la rhétorique de la « question rom » n'aura fait que revalider la catégorie stigmatisable et sa pertinence symbolique. L'anti-tziganisme n'est qu'une conséquence de la catégorisation. Difficultés d'accès au logement, services sociaux sans moyens humains et financiers, marché de l'emploi sinistré, politiques d'immigration verrouillées et services préfectoraux dépassés...les problèmes rencontrés par certains « roms et gens du voyage » sont ceux de nos sociétés contemporaines dont ils font partie intégrante et non les conséquences (subies ou provoquées) de caractéristiques sociales génériques.

Aquitaine

Un squat de Roms bulgares évacué à Bordeaux

Sud-Ouest, 7 août 2010

Ses affaires gisent sur le sol devant le portail fermé à clef : une famille rom bulgare a été expulsée hier d'une maison qu'elle squattait à Bacalan. Pour la CUB (Coimmunauté urbaine de Bordeaux), propriétaire, « *c'est à l'Etat de se donner les moyens* ». La préfecture explique que l'Etat propose « *quelques nuits d'hôtel pour se retourner* » et renvoie sur la MOUS (maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale) mise en place à Bordeaux pour stabiliser quelques familles. Mais les projets de logements adaptés ont été abandonnés. Pour MDM, ces expulsions entraînent des ruptures de soins, responsables de deux morts depuis le début de l'année. Un autre squat a été évacué rue Thiers à Bordeaux.

La Rochelle : un camp de Roumains menacé d'évacuation

Sud-Ouest, 9 août 2010

Une douzaine de caravanes fatiguées, pas d'électricité ni d'eau, sauf une borne à incendie. Personne ne s'est occupé pendant 10 mois de ces familles roms roumaines installées dans un petit bois de Dompierre, à côté de La Rochelle. Mais voilà maintenant que c'est le branle-bas général. La justice juge, la préfecture réunionne, le département, propriétaire des lieux, signale que « les gens se plaignent », mais « *qu'aucun incident n'a été signalé* », le maire plaide pour « *une solution humaine* ». Petrica, le Rom, ne se plaint pas : « *c'est toujours mieux ici que là-bas* », mais s'indigne quand on lui apprend que Nicolas Sarkozy a donné l'ordre de fermer 300 camps : « *c'est du racisme, il n'a pas le droit. Nous sommes citoyens européens. Pour nous, la France, c'est Liberté, Egalité, Fraternité* ». Mais la machine sécuritaire s'est mise en marche. Le 6 août le préfet a fait savoir au département qu'il était prêt à faire exécuter la décision de justice, l'expulsion. Moulinets sécuritaires ou pas, il risque de se passer à Dompierre la même chose qu'ailleurs : une rentrée au pays pour un certain nombre suivi d'un retour en France. Les autres iront planter leurs caravanes ailleurs : « *personne ne veut partir* » confirme Petrica.

Bretagne

Quimper. Roumanie : deux éducateurs des rues témoignent

Le Télégramme, 1er août 2010

« *Les déclarations de Sarkozy sur les Roms vont produire l'effet inverse à celui escompté* ». Pour Dominique Langlois et David Mallégo, éducateurs à Timisora pour une association roumaine Avis, « *cet effet d'annonce ne fait qu'encourager le racisme chez les Roumains et ne va pas encourager les Roms à rester* ». Ils ont pu constater qu'en Roumanie, « *l'idée s'est développée que les Roms partis à l'étranger donnaient une mauvaise image du pays* ». Ils expliquent également que, depuis la chute de Ceaucescu, la situation des Roms s'est aggravée et veulent aussi éviter l'amalgame entre les Roms et les enfants des rues dont ils s'occupent : « *parmi ces derniers, il y a très peu de Roms* » expliquent-ils.

Ile-de-France

Seine-Saint-Denis

Expulsés en juillet, les Roms se réinstallent à Saint-Denis

AFP, 8 août 2010

Les Roms expulsés en juillet du camp du Hanul ont trouvé refuge près du stade de France sur des terrains municipaux. « *La mairie s'est trouvée devant le fait accompli, mais il était hors de question de les expulser de nouveau et nous avons choisi une approche alternative* », explique Florence Haye, première adjointe (PCF) de Saint-Denis. Le nouveau campement s'organise avec le soutien de la mairie qui doit installer l'eau, l'électricité, des sanitaires, des algecos. « *Ce que nous réussissons à mettre en place ici pourra devenir un exemple à suivre ailleurs en France* » espère Saimir Mile (La Voix des Roms). Les Roms voudraient, malgré les discours du gouvernement, pouvoir rester en France : « *Je n'ai plus de lien avec la Roumanie. Nous sommes ici depuis dix ans, nos enfants sont nés ici, sont scolarisés ici. Je ne vois pas où on pourrait nous envoyer* ». Pour tous, cette situation doit être provisoire : les Roms espèrent reconstruire leurs vies dans des logements décentes ; la mairie, qui a besoin des terrains dans un an, veut trouver une solution pérenne d'ici là.

A Saint-Denis, le nouveau camp des Roms expulsés du Hanul

Rue 89, 8 août 2010

Dans le quartier Cristino Garcia, les Roms expulsés du Hanul se sont installés avec l'appui de la municipalité et des associations. « *Nous ne voulons pas quitter la ville*, explique Bianca, 14 ans, née en France et scolarisée à Saint-Denis. *En Roumanie, nous n'avons nulle part où habiter* ». Pour la municipalité propriétaire du terrain, il ne s'agit pas de pérenniser le site, mais, pour Florence Haye, adjointe au maire de Saint-Denis, « *il existe une solution digne et alternative à l'expulsion ou à l'édification de bidonville* ». Elle propose d'organiser une table ronde régionale pour réfléchir à la construction de nouveaux villages d'insertion, comme les 4 qui existent déjà en Seine-Saint-Denis.

A Saint Denis, l'errance des Roms, du quartier du Hanul au passage Dupont

Le Monde, 14 août 2010

Ils auront un an de sursis. Les Roms évacués du camp du Hanul ont trouvé un nouveau point de chute. La ville de Saint-Denis leur laisse pour un an quatre petits terrains passage Dupont pour lesquels ils signeront « une convention d'occupation temporaire ». Toilettes sèches, points d'eau, raccordement électrique sont installés par la mairie. Malgré la médiation de la ville et des associations, l'hostilité à l'encontre des Roms et le découragement de ces derniers semblent aller grandissant. Coralie Guillot (association Parada) a suivi pas à pas l'errance des expulsés du Hanul. Au lendemain de l'expulsion, ils ont presque tous dormi dans la rue. Puis la communauté s'éparpille pour se cacher dans un garage désaffecté, tenter sa chance vers La Courneuve ou Aubervilliers. « *A chaque fois, ils se sont fait virer* » explique-t-elle. Un quart des habitants du Hanul ont regagné la Roumanie. Mais ce n'est pas sûr qu'ils y restent longtemps. Dans leurs régions d'origine (Galati, Turcea), les inondations ont tout détruit.

A Saint-Denis, les Roms expulsés se réinstallent

Libération, 11 août 2010

Ce mercredi 4 août, une centaine de Roms organise un barbecue pour célébrer leur nouvelle installation à Saint-Denis. Expulsés depuis le camp du Hanul, ils ont trouvé refuge sur des terrains que la mairie leur laisse pour un an. Une vingtaine de militants est aussi de la partie : des membres du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), du PC, du Réseau solidarité logement et des deux associations

qui les accompagnent depuis des années, La Voix des Roms et Parada. Le repas est simple, loin des agapes exubérantes à la Kusturica. Ici on cohabite faute de mieux. Léonard et Corina sa femme et leur fils ont déniché un logement : « *ça permet une intimité et c'est mieux pour le petit* », explique Corina. Cette ancienne interprète souhaite retrouver du travail. Léonard est ferrailleur, mais le prix du métal a baissé et il craint pour son appartement. Mais il est catégorique : « *Mieux vaut être ici qu'en Roumanie* ». Une cinquantaine des ex-pensionnaires du Hanul y sont rentrés, mais, selon leurs proches, ils sont presque tous sur le retour. Pourtant personne n'est dupe du récent durcissement politique. Mi blagueur mi sérieux, un homme avance une hypothèse : « *Nicolas Sarkozy a un problème avec les Roms, c'est un Hongrois !* »

L'embarras des communes de gauche

Libération, 11 août 2010

Les évacuations des campements roms se poursuivent partout en France. En Seine-Saint-Denis elles se multiplient depuis le mois d'avril et la nomination du nouveau préfet, ancien chef du Raid, Christian Lambert. La plupart sont installés dans des villes de gauche embarrassées par la situation. A Pantin où 300 Roms squattent un terrain de Réseau Ferré de France (RFF), la municipalité PS, après avoir incité RFF à demander l'expulsion, est intervenue pour repousser l'échéance pour « *faire en sorte que l'évacuation se passe de la meilleure façon possible* ». « *Ce n'est pas aux collectivités locales de régler la question des Roms, s'agace Alain Perières, adjoint au maire. La seule chose que les communes peuvent faire est de garantir la dignité et la sécurité des personnes par des mesures sanitaires* ». Les associations qui regrettent le retard à installer l'eau, les poubelles, les toilettes promises en avril, veulent « *œuvrer pour une solution alternative* ». Comme à Saint-Denis par exemple.

Montreuil : les Roms évacués ont été libérés

Le Parisien.fr, 14 août 2010

Hier matin, un bâtiment squatté par environ 70 Roms a été évacué par la police : « *Ils nous ont séparés, mettant les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre, nous menaçant de nous enlever nos enfants dès que nous tentions de protester et ils ont embarqué tous les hommes* » raconte une des femmes, Gabi. Les familles et leurs soutiens sont allés manifester près du commissariat pour réclamer leur libération, qui est intervenue, assortie d'une obligation à quitter le territoire français (OQTF) pour chacun.

Montreuil : détresse des Roms après une nouvelle expulsion, les hommes libérés

AFP, 14 août 2010

Après l'expulsion de 70 Roms d'une maison de Montreuil, Fabienne Vansteenkiste, adjointe (Verte) à la mairie a dénoncé « *cette nouvelle expulsion (qui) se fait sans offrir de solution* ». « *Le comportement du préfet est irresponsable et oblige la mairie à se substituer aux services de l'Etat* » a-t-elle ajouté, précisant que la mairie allait reloger provisoirement les expulsés dans un gymnase.

Val de Marne

Choisy-le-Roi. Les Roms de l'A 86

Le Parisien.fr, 13 août 2010

Après l'avis d'expulsion ordonné par le tribunal de Créteil le 6 août, la préfecture du Val-de-Marne a procédé hier matin à l'évacuation du camp rom situé sous l'A 86 à Choisy le Roi. 18 caravanes ont été réquisitionnées et mises sous scellées et les 76 Roms, originaires de Timisoara (Roumanie), après vérification de leurs papiers, se sont retrouvés dehors. Neuf ont accepté l'aide au retour. Cinq riverains viennent s'inquiéter du sort des Roms : « *Je suis écoeurée ; la cohabitation se faisait sans problème* », affirme une voisine qui, à midi, apporte un sac de provisions rassemblées par des voisins solidaires. Vers 18 heures, la mairie décide d'ouvrir un gymnase pour accueillir la cinquantaine de

Roms à la rue avec leurs enfants. Jean-Joël Lemarchand, premier adjoint au maire PC, se dit « *contraint par la préfecture à faire un choix humain...en sachant que l'installation dans le gymnase n'est pas pérenne.* »

Yvelines

Un collectif de soutien aux Roms

Le Parisien.fr, 8 août 2010

La trentaine de familles Roms installées depuis de longues années dans la plaine de Chanteloup-les-Vignes et de Triel-sur-Seine vient de recevoir l'appui d'un collectif de soutien dont les membres redoutent d'éventuelles expulsions et réclament une amélioration de l'accueil de ces 150 personnes.

Languedoc-Roussillon

Argelès. Hortefeux évoque l'idée de policiers roumains en renfort

Le Progrès, 9 août 2010

En visite à Argelès-sur-mer, le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux a déclaré qu'il allait demandé que des policiers roumains s'ajoutent aux policiers allemand et néerlandais qui composent le « commissariat européen », en raison des camps de Roms présents dans les Pyrénées Orientales

Hérault : deux squats de Roms évacués

Le Figaro/AFP, 10 août 2010

Deux camps de roms ont été évacués ce matin l'un à Montpellier sur un terrain de l'Université Montpellier 1 et un autre à Lattes, sur la propriété d'une société privée. Selon le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, qui avait reçu des doléances des riverains et des élus, 13 OQTF (obligations de quitter le territoire français) avaient été délivrées, mais « *il y avait deux fois moins de personnes dans les deux camps que ce que l'on avait compté* », a-t-il reconnu.

Lorraine

Roms de Mont-Saint-Martin . Insertion, règles de vie : bilan positif sur le camp

Le Républicain Lorrain, 5 août 2010

Les quatre familles roms roumaines installées dans des mobile-homes à Mont Saint-Martin ont signé le règlement intérieur de leur campement. A cette occasion, le maire , Serge Carli, le sous-préfet, Jacky Hautier et le directeur du CCAS, Fabrice Alati, ont fait le bilan d'une action de deux ans et demi : satisfaction pour la scolarisation des enfants et l'alphabétisation des adultes ; attente pour les demandes d'autorisation provisoire de séjour ; respect du règlement intérieur du camp et des règles de bon voisinage. Chaque famille devra verser 20 € par mois. « *Nous vous considérons comme locataires de la Ville, conclut Serge De Carli. Il s'agit d'un accord moral entre nous* ».

Midi-Pyrénées

« On a peur de repartir en Roumanie »

la Dépêche, 14 août 2010

Au bout du boulevard d'Atlanta à Toulouse, ils sont quatre Roms roumains à faire la manche et à laver les vitres des voitures. Deux hommes et deux femmes qui dorment dans une caravane dans le quartier de Purpan. Arrivés à Toulouse un peu par hasard il y a un an avec enfants et bagages, ils récupèrent tous les jours quelques pièces, pendant que les enfants vont à l'école à côté du camp. Leur crainte : être renvoyés en Roumanie : « *on a peur de repartir. Il n'y a rien là-bas. Et puis, on a les enfants* ». Régulièrement, quand la police arrive, ils quittent le carrefour pour éviter une interpellation qui pourrait finir en expulsion.

Nord-Pas-de-Calais

Démantèlement des camps de Roms : Gérard Caudron renvoie l'Etat et l'Union européenne à leurs responsabilités

La Voix du Nord, 10 août 2010

A propos des Roms et du discours du président de la république, le maire de Villeneuve d'Asq, Gérard Caudron, rétorque qu'il ne suffit pas de détruire des bidonvilles sans rien faire d'autre : « *On ne peut pas chasser les gens comme des chiens et non plus les laisser s'installer n'importe où. Il faut contraindre les pays d'origine comme la Roumanie à respecter leurs minorités et à se plier au droit européen. C'est à l'Union européenne et aux Etats de réguler les flux. Personne n'a jamais pu empêcher un mouvement naturel. Il faut s'attaquer aux causes de cet exode* ».

Un camp d'une cinquantaine de TRoms démantelé ce matin à Lesquin

La Voix du Nord, 11 août 2010

CRS et policiers ont démantelé ce matin tôt un camp de Roms installé en bordure d'autoroute à Lesquin. 48 personnes et quatorze caravanes ont été évacuées pour faire suite à une décision de justice.

Normandie

Quand la municipalité abrite des Roms à Caen

Tendance Ouest.com, 3 août 2010

Une vingtaine de Roms sont hébergés dans un gymnase municipal depuis leur expulsion le 10 juillet d'un ancien camping. La municipalité espère que d'ici la fin du mois d'août l'essentiel des processus de rapatriement sera réglé. « *Nous sommes dans une situation insatisfaisante avec le non respect du droit international en matière de protection de l'enfance, car ce groupe comprend beaucoup de mineurs* » explique Gilbert Marie (LDH).

Pays de Loire

Agglomération nantaise

Roms : « une table ronde s'impose à Nantes, vite ».

Le Collectif Romeurope demande plus que jamais une concertation pour mettre un terme aux vagues d'expulsion qui affectent les populations roms dans l'agglomération. Il s'étonne du silence assourdissant des élus socialistes locaux, alors que le PS a dénoncé la dérive sécuritaire et xénophobe du gouvernement et prôné la concertation. En Loire Atlantique la porte des pouvoirs publics reste hermétiquement fermée. « *C'est toujours la politique de la patate chaude qui commence à carboniser* », affirme le Collectif qui préconise « *de mettre les actes locaux en accord avec les paroles nationales, pour les socialistes* », et « *de nous écouter, les associations, qui détenons une certaine expertise sur la question* ». Et il conclut : « *Ce silence, c'est éprouvant, déprimant* ».

Roms à Saint-Herblain : 4 heures pour déménager

Ouest-France.fr, 14 août

Sous le coup d'un arrêté d'expulsion, une quinzaine de familles roumaines a été contrainte de quitter la rue du Lamineur à Saint-Herblain où elles s'étaient installées le 28 juin. A 9 heures du matin, ce vendredi, les forces de police sont arrivées pour les expulser. Les Roms qui n'ont eu que quatre heures pour déménager s'inquiètent, l'un pour l'avenir scolaire de son fils, l'autre pour une voiture à récupérer, un autre pour le rendez-vous médical de l'après-midi. Le Collectif Romeurope assiste à la scène avec, dans les yeux, un mélange de révolte et d'impuissance : « *les mesures s'intensifient depuis quelque temps. Les familles ne restent plus qu'une quinzaine de jours sur des sites qu'elles occupaient parfois 6 mois, un an* ».

Provence-Côte-d'Azur

Marseille : « Pour les Roms, nous ne restons pas les bras croisés »

La Provence.com, 6 août 2010

Dans une interview, Christophe Reynaud, secrétaire général adjoint de la préfecture chargé de la question des Roms, affirme qu'« *à Marseille nous avons beaucoup progressé* ». Il souligne l'importance de la concentration des Roms, leur situation déplorable, les tensions avec le voisinage. « *La liberté de circulation ne signifie pas liberté de s'établir sans condition* » ajoute-t-il, expliquant que, depuis le 1er janvier 2009, près de 1000 personnes sont reparties pour la Roumanie. Il rappelle que la proposition d'un village d'intégration aux Aygalades s'est heurtée à l'opposition des élus du secteur et qu'une expérience pilote est menée avec dix familles pour un projet d'insertion.

Rhône-Alpes

Agglomération lyonnaise

Lyon. Avec les Roms dans un camp illégal

Aujourd'hui en France, 5 août 2010

Depuis octobre 2009, 450 personnes s'entassent le long des voies ferrées de la gare de Lyon Part-Dieu. Un bidonville d'une quarantaine de baraques, des immondes qui attirent les corbeaux et les

rats. Ici on vit de la mendicité, de la ferraille ou du travail au noir. « *En Roumanie, tu travailles beaucoup mais tu n'es pas payé* », explique Fechete, 29 ans. « *Depuis 2005, peste Stefan, je cherche du travail dans le bâtiment ou l'agriculture, on ne me donne pas* ». « *On a pas peur de la police, on n'a peur que de Dieu* », affirme une femme qui vient de coucher son bébé sur un lit. Les voisins se partagent entre haine et compréhension. « *La nuit ils viennent déverser leurs trop-plein d'immondices chez nous* », explique Hicham. « *Mais il faut leur donner des poubelles* », s'insurge Sandra, qui ajoute « *ils ne me dérangent pas, ils sont plutôt gentils et bien intégrés. C'est surtout la commune qui ne fait rien* ».

Lyon. Une famille roumaine interpellée et placée en centre de rétention

Le Progrès, 14 août 2010

Une famille roumaine et ses enfants ont été interpellés dans un bidonville de Roms de Lyon 3ème pour « séjour irrégulier ». Devant faire l'objet d'une reconduite à la frontière, elle a été placée au centre de rétention de Satolas.

Lyon. Expulsions de Roms : Maria ne fera peut-être pas sa rentrée en CM2

AFP, 15 août 2010

« *Ils vont venir quand la police ?* » demande Maria. La petite élève du primaire est arrivée à 3 ans en France, il y a sept ans, avec ses parents et ne connaît pas vraiment la Roumanie. Sa vie est ici, avec les copines de l'école : « *un jour j'ai mis de la musique romani avec mon téléphone portable et les filles et les garçons ont dansé et moi aussi du coup. Tout le monde m'a dit que c'était trop bien* ». Sa vie, c'est aussi ce campement de fortune installé à Lyon, derrière la gare de la Part-Dieu où une centaine de familles vivent dans des bicoques, sans eau, sans sanitaires, au milieu des déchets où courent les rats. « *J'aime bien la maison de mes copines, mais je préfère vivre ici avec les miens : comme ça dans la rue, avec les autres enfants, même s'il faut faire mes devoirs dans la tête* ». « *A la rentrée, je serai en CM2* » affirme la petite fille, à la fois anxieuse et pleine d'envie. Mais sa rentrée scolaire, le 2 septembre, risque d'être menacée. Si le tribunal délivre un avis d'expulsion le 7, l'évacuation sera imminente.

Caluire. Expulsion de Roms, hier matin, rue Louis-Dufour

Le Progrès, 13 août 2010

Quelques heures avant la visite du ministre de l'intérieur Brice Hortefeux à Lyon, une dizaine de Roms ont du quitter le squat qu'ils occupaient depuis l'hiver ; les autres avaient déjà abandonné ce hangar, vide avant leur arrivée, qui appartenait à l'Etat. Pendant que les pelleteuses recueillaient les gravats, des femmes et des enfants tentaient de ramasser leurs gros paquets dans les poussettes. Que vont-ils devenir ? Réponse d'une jeune femme : « *On ne sait pas. Le Centre communal d'action sociale n'a pas de place. On va marcher* ».

Agglomération stéphanoise

Saint-Etienne : un camp illégal de Roms évacués

Le Progrès, 7 août 2010

Les annonces sécuritaires de Nicolas Sarkozy ne sont pas tombées dans les oreilles d'un sourd. Hier Pierre Soubelet a été le premier préfet de France à appliquer la consigne présidentielle en ordonnant l'évacuation hier matin d'un campement illégal occupé par 135 Roms à Saint-Etienne. 122 policiers ont procédé à l'expulsion, qui, pour le préfet de la Loire, se situait « *dans la ligne de la consigne présidentielle* ». Les expulsés sont dans l'obligation de quitter le territoire français dans un délai d'un mois. « *Il n'y a pas d'avenir en France pour les Roms en situation irrégulière* » a répété le préfet en indiquant que des opérations de ce type allaient se multiplier durant les prochains mois, dans les autres départements.

Saint-Etienne. « Entre la SPA et le cimetière, le camp de Roms ne dérangeait pas les voisins »

[Le Monde.fr, 6 août 2010-08-14](#)

Comme l'explique Marie-Pierre Manevy (Réseau Solidarité Rom), le camp de Roms qui vient d'être expulsé par la police ne dérangeait pas les voisins. La mairie y avait fait installer deux points d'eau, des WC chimiques et un container poubelle. Après l'expulsion, les Roms et leurs soutiens occupent la place de l'Hôtel de ville et réclament l'abri d'un gymnase, mais personne ne leur répond.

La police déclenche son plan contre les Roms

[Le Figaro, 6 août 2010](#)

« *Engagement pris, promesse tenue* » déclare le ministre de l'intérieur. Ce vendredi, les forces de l'ordre ont évacué de façon spectaculaire un important camp de Roms à Saint-Etienne. Cette opération très médiatisée n'est pas la première réalisée depuis la mise en garde de Nicolas Sarkozy. En Ile de France, de petits campements ont été évacués à Paris, d'autres dans le Val de Marne et surtout en Seine-Saint-Denis qui rassemble 3000 des 3500 Roms d'Ile-de-France.

Les Roms jouent au chat et à la souris

[Le Progrès.fr, 8 août 2010](#)

Expulsés de leur campement vendredi matin, les Roms cherchent de nouveaux points de chute, mais ils sont surveillés par les policiers qui les empêchent de créer de nouveaux squats, comme cela s'est produit à l'ancienne clinique de la Jomayère dont 80 Roms avaient forcé l'entrée. A nouveau menacés d'expulsion, les Roms ont repris leurs maigres affaires et errent toujours dans les rues du centre-ville.

La situation des Roms expulsés à Saint-Etienne n'est pas réglée

[Le Monde.fr, 8 août 2010](#)

Après l'évacuation du vendredi 6 août, les Roms de Saint-Etienne en sont à leur onzième expulsion depuis le début de l'année, la huitième depuis mai. « *Ce bidonville a été créé de toutes pièces par les expulsions successives*, dénonce Georges Gunther (Réseau Solidarité Roms). *Les pouvoirs publics ont eux-mêmes créé la situation qui leur sert de prétexte à l'expulsion* ». Chaque expulsion, note les associations, sape le travail d'intégration, par exemple la scolarisation des enfants. « *Il faut trouver une solution d'hébergement local ou un terrain aménagé* », ajoute Georges Gunther. En attendant une trentaine de Roms sont retournés dormir sur la place de l'Hôtel de ville. « *Les autres n'ont pas été renvoyés en Roumanie comme les déclarations et les titres peuvent le laisser penser* », assure Marie-Pierre Viencent, du même Réseau Solidarité Roms. Ils sont juste partis s'enfouir un peu plus profond dans les rues ou dans un des autres squats qui subsistent dans la ville.

« Les Roms ne vont pas se volatiliser »

[Le Progrès, 10 août 2010](#)

Hier matin, les Roms avaient l'autorisation de récupérer leurs affaires sur le terrain dont ils avaient été expulsés. L'évacuation des matelas et des canapés se fait dans la tension. « *Ne me filmez pas* » dit un policier à un journaliste. « *Je ne veux pas parler* » dit un Rom fermement. Pour Marie-Pierre Manevy (Réseau Solidarité Roms) « *les Roms ne vont pas se volatiliser du jour au lendemain* ». « *Le problème*, ajoute-t-elle, *c'est qu'au plus haut niveau on a décidé de faire de Saint-Etienne un exemple* ». « *D'autres évacuations auront lieu dès le feu vert de la justice* » précise la préfecture .

Isère

La pression monte dans les camps de Roms

France 3.fr, 13 août 2010

Les visites de policiers se multiplient sur les « lieux de vie » pour recenser les familles, qui, inquiètes, redoutent à chaque instant l'expulsion. Jeudi à Voiron, un squat a été évacué.

EUROPE

Roms : les pressions sur Bruxelles se multiplient

Le Monde.fr, 2 août 2010

La Commission européenne, mise sous pression par la France et l'Italie qui lui reprochent son inaction face à la dégradation de la situation des Roms et à la multiplication des actes de délinquances qui leurs sont attribués, a rappelé que tout citoyen a droit de circuler ou de séjourner dans un état membre à condition de disposer des ressources suffisantes et de ne pas menacer la sécurité publique. Ensuite, chaque cas doit être examiné individuellement par les Etats. De son côté la Suède vient de demander à la Commission de mettre au point un « *nouveau plan d'action contraignant* » censé résoudre « *la situation alarmante* » des Roms en Europe.

Roms : l'Europe doit se mobiliser

Le Figaro/AFP, 6 août 2010

Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, Pierre Lellouche, a estimé hier que la France n'avait pas « *vocation à accueillir 2,5 millions de Roms roumains* », un dossier sur lequel l'Europe doit selon lui « *se mobiliser* ».

Autriche

Les Roms doivent investir le champ politique

Le Monde, 3 août 2010

La situation des Roms ne peut s'améliorer que s'ils investissent le champ politique, estime M. Rudolf Sarközi, responsable des Roms d'Autriche auprès du gouvernement autrichien et membre du parti socialiste au pouvoir dans la coalition gauche-droite à Vienne. Les 25.000 Roms du pays sont reconnus comme une minorité protégée de puis 1993. Après le durcissement de la politique française, M. Sarközi demande des terrains où les Roms puissent vivre dignement mais souhaite une réflexion critique au niveau européen sur l'intégration des Roms.

Roumanie

En Roumanie, plus de Roms à l'école, mais l'accès au travail toujours limité

Le Monde/AFP, 4 août 2010

Victimes de discrimination et vivant dans la pauvreté, les Roms de Roumanie jouissent récemment d'un accès plus large à l'éducation. 3 000 Roms entrent au lycée chaque année et 500 disposent de places réservées à l'université. 430 professeurs de romani ont été recrutés ces dernières années. Quelques progrès ont été réalisés dans le domaine de la santé avec la formation de médiateurs sanitaires roms. Par contre l'accès à l'emploi est toujours aussi limité : 25 à 30% des Roms ont un emploi stable. Et la situation est encore plus dramatique, déclare M. Dinca président de l'Agence nationale roumaine pour les Roms, en ce qui concerne le logement.

Roms : la France multiplie les pressions sur Bucarest

Le Figaro, 6 août 2010

Le ministre de l'immigration Eric Besson et le secrétaire d'état aux affaires européennes Pierre Lellouche ont prévu de se rendre début septembre à Bucarest. En effet la Roumanie s'est jointe au concert de protestation contre les mesures musclées prise par le gouvernement français pour lutter contre les trafics illicites liés aux ressortissants roumains d'origine rom. Le ministre de la justice, Catalin Predoiu, a stigmatisé « *les bulldozers qui détruisent les campements* » et s'est lamenté qu' on blâme publiquement de son pays « *au lieu de dépenser de l'argent pour la réinsertion sociale dans les pays d'accueil* ». En février dernier, Pierre Lellouche s'était rendu à Bucarest pour convaincre les autorités roumaines d'aller au charbon. Menacée d'un report de son adhésion à l'espace Schengen prévue pour 2011, la Roumanie vient de créer un secrétariat d'état chargé de la réinsertion des Roms, avec pour tâche de développer des projets sociaux.

Les aides européennes à l'intégration ne parviennent pas toujours aux Roms

Le Monde, 12 août 2010

La lenteur de Bucarest dans l'utilisation des fonds européens agace. Sur les 6 programmes d'un montant de 9,3 millions d'euros, gérés par l'Agence nationale pour les Roms, les résultats sont peu visibles. En fait la Roumanie peine à dépenser les 32 milliards d'euros de fonds non remboursables que la Commission lui a réservés de 2007 à 2013 à condition qu'elle en fasse la demande et qu'elle justifie leur utilisation. 13,3 milliards d'euros auront été dépensés entre 2007 et 2013 via le Fonds social européen pour l'intégration des Roms et autres groupes dits « vulnérables ». En Roumanie et Hongrie, la moitié des aides reçues vont aux Roms. De l'argent est aussi distribué par le Fonds agricole pour le développement rural et par le Fonds européen pour le développement régional. « *Ce n'est pas l'argent qui manque, c'est le bon moyen de l'utiliser* » soupire un haut fonctionnaire européen. Bruxelles a lancé deux études censées identifier les programmes, les projets et les politiques d'intégration qui ont réussi.

Zabrutzi, une enclave tzigane en plein Bucarest

Le Monde, 12 août 2010

Le quartier Zabrutzi, en plein centre de Bucarest, est un terrain vague où pousse une dizaine d'immeubles, avec des monticules d'ordures ménagères, de ferrailles rouillées. C'est là que, dans les années 70, Nicolae Ceaucescu avait sédentarisé des Tsiganes : « *il nous donnait du travail... On avait de quoi manger* », dit Maria, une grand-mère qui, comme les autres habitants du quartier, regrette l'ancien dictateur. La Roumanie compte officiellement 537 000 tsiganes, officieusement 2 millions sur 22 millions de Roumains. L'intégration de la Roumanie à l'Union européenne a entraîné une vague

migratoire vers l'Occident, mais ce n'est pas la terre promise espérée. L'aide au retour humanitaire mise en place par la France n'a pas atteint son but. Et, sur les 8000 Roms reconduits en Roumanie en 2009, les deux tiers sont revenus en France et promettent de recommencer jusqu'à ce que leur pays d'origine leur offre davantage que des quartiers comme celui de Zabrutzi.

Un mur en « Tziganie »

Le Monde-15-16 août 2010

La presse nationale avait crié au scandale. Pourtant à Tarlungeni, le « mur du scandale » érigé pour séparer Roumain et Roms se révèle une clôture en parpaing, ouverte par endroits et délimitant un enclos privé. Dans ce petit village situé près de Brassov et de ses maisons historiques, les Roms appellent leur quartier où la crasse règne « la Tziganie ». Le mur ? tout le monde s'en moque. Il n'empêche pas de se déplacer dans le village, comme l'expliquent Martin, magyar, et Daniela, roumaine, qui vivent en lisière du quartier rom, où habite une de leurs filles mariée à un Rom. A Tarlungeni, la population locale est divisée également entre Roms, Roumains et Hongrois. La mairie, soupçonnée de vouloir se débarrasser des Roms, met en avant ses réalisations. Elle a installé l'eau partout et fourni le bois pour la construction de nouvelles maisons pour les Roms. A l'école du village, on compte 280 élèves dont 90% de Roms ; « *Nos parents ne se rendaient pas compte de l'importance de l'école*, explique Constantin Matei, chef de la communauté. *Nous commençons juste à rattraper notre retard.* » Les élèves roms suivent des cours spéciaux de langue, d'histoire, de culture traditionnelles. Un médiateur issu de la communauté fait le lien avec l'école. Deux cours d'alphabétisation ont été inaugurés. La directrice Mihaela Popoiu fait visiter les salles de classes et la bibliothèque impeccables. Une de ses grandes satisfactions est la diminution du nombre de jeunes filles mariées. Mais le chemin de l'intégration est long et les moyens manquent. Ce sont les moins éduqués, les plus fragiles qui ont été marginalisés à la chute du communisme. « *Les Roms posent des problèmes classiques générés par la pauvreté* » explique la directrice. Les outils de discrimination positive se mettent en place dans la santé et l'enseignement notamment. Mais ce système a aussi des effets pervers. La loi sur les aides sociales dispense les familles de chercher du travail. Quand au mur de Tarlungeni, Gelu Duminica, directeur de l'ONG Impreuna, ne croit pas à un malentendu : « *Ce n'est qu'un premier pas. Le suivant sera l'expulsion des Roms, car ils n'ont pas la propriété de la terre, faute du moindre document officiel.* »

Serbie

En Serbie, des familles roms risquent de subir une expulsion forcée

HNS-info, 5 août 2010

Amnesty a exhorté les autorités de la ville de Belgrade à renoncer au projet de démolition d'un quartier informel de Vidikovac occupé par des Roms en raison des risques d'expulsion imminente. Au moins 70 familles risquent de se retrouver à nouveau sans logement. Beaucoup d'entre elles, originaires de Serbie du Sud, s'étaient installées là après avoir été expulsées des pays européens où elles avaient émigré dans les années 1990.

CULTURE

Lyon. Voyages pendulaires, des Roms au cœur de l'Europe

Le Point fr. 4 août 2010

En trois ans et cinq voyages, le photographe Bruno Amsellem a accompagné des familles Roms de Roumanie dans leur périple européen entre les bidonvilles français et les villages roumains. Une poignante exposition où on lit la misère, l'exil, la route, mais aussi, sur les visages de ces enfants contraints au voyage, les sourires et la joie.

Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation, 14 avenue Berthelot, Lyon 7ème. 04 78 72 34 11. www.chrd.lyon.fr

REVUE DE PRESSE 16-31 AOÛT 2010

« Avec tout ce qu'on entend ces derniers temps, on ne se rend plus compte que l'on parle de vraies personnes »

Les initiatives violentes et agressives prises en particulier contre les Roms par la présidence et le gouvernement français depuis la fin du mois de juillet ont entraîné, pendant tout le mois d'août, une pléthore d'articles et de reportages de la part de médias dont certains ne s'étaient pas illustrés auparavant par une attention suivie sur la situation des Roms en France, et une foudroyante de tribunes, de déclarations, de petites ou de grandes phrases de la part de milieux divers – politiques, religieux, intellectuels, - qui ne semblaient pourtant pas s'être tous autant émus lorsqu'on expulsait des familles roms il y a un an, deux ans, trois ans dans toute la France, et que des enfants ou des jeunes filles mouraient brûlés dans des caravanes. Les médias ont décrit les surenchères sécuritaires ou les contorsions des ministres, publié les réactions d'indignation des associations de soutien et de droits de l'Homme. Ils ont reproduit les condamnations du Pape, de l'ONU, du Conseil de l'Europe ou de la Commission européenne, les encouragements à la politique française des milieux xénophobes européens et français, les passes d'armes entre la Roumanie et la France.

Les journaux ont également égrené la litanie des camps roms « démantelés » ou menacés d'expulsion : Saint-Etienne, Lens, Lézenne, Mons-en-Baroeul, Villeneuve d'Ascq (Nord-Pas-de-Calais), Saint-Martin d'Hères (banlieue grenobloise), Dampierre (près de la Rochelle), Choisy-le-Roy, Montreuil (Ile-de-France), Aix-en-Provence, Villeurbanne, Reims, Marseille et, en attente, Triel-Chanteloup, Métry-Mory, Lyon-Paul-Bert. Ils ont énuméré les statistiques triomphalistes du ministre de l'Intérieur, le nombre des OQTF (obligation de quitter le territoire français), les retours « volontaires » ou pas, les charters pour la Roumanie ou la Bulgarie, les conditions du retour dans les pays d'origine.

Certains ont essayé d'aller plus loin, par exemple :

- Téléràma (26 août) qui publie l'éclairage de Marcel Courthiade, professeur de langue et de civilisation romani
- Le journal suisse Le Temps (26 août) qui interviewe Jean-Pierre Liégeois, sociologue, fondateur du Centre de recherche tsiganes de l' »Université Paris 5- Sorbonne
- Courrier International (19-25 août) qui rassemble, sous le titre « xénophobie la France épinglée », des articles de la presse britannique, américaine, allemande, algérienne, malienne, italienne, bulgare, roumaine.

Nous avons choisi de sélectionner un seul article, donné ici in extenso, qui rend compte de l'exposition du photographe Bruno Amsellem « Voyages pendulaires, des Roms au cœur de l'Europe » qui se tient jusqu'à la fin de l'année au Centre d'Histoire de la résistance et de la Déportation de Lyon. Ces photographies et les textes qui les accompagnent rendent compte, mieux que tous les articles du monde, de la vie et des aspirations des populations roms en balance entre la Roumanie et la France.

Les Roms de Lyon ont du succès

France-Soir, 23 août 2010

Une exposition à Lyon retrace, dans 101 photographies, les allers-retours de six familles Roms entre la France et la Roumanie. Malgré les récentes actualités, cette population semble méconnue et intéresse de plus en plus les visiteurs.

Une famille Rom quitte le bidonville de Paul Bert, près de la Part-Dieu (Lyon 3e) en janvier 2010 © Bruno Amsellem L'objectif : éclairer à la fois sur les conditions de vie de la population Rom en pleine agglomération lyonnaise et également dans l'ancien Régime de Ceașescu. Bien avant que le débat sur les Roms en France ne prenne l'ampleur de ces dernières semaines, l'exposition à Lyon, Voyages pendulaires, des Roms au cœur de l'Europe, entendait « déconstruire toutes les idées reçues » sur cette population. Et mettre à jour, dès son ouverture le 17 juin dernier, leur situation exceptionnelle de ballotement entre la France et la Roumanie. Avec une très grande proximité, se dressent ainsi six portraits et « voyages pendulaires » de plusieurs familles Roms installées dans l'agglomération lyonnaise. La plupart d'entre elles viennent de la même région du Bihor à l'Ouest du pays et à la frontière avec la Hongrie. C'est le cas de Gyöngyi Fekete, sa fille Lena Jeanna et son compagnon Mircea. Expulsés en 2007 de leur bidonville du Puisoz à Vénissieux et renvoyés en Roumanie, on les voit de retour à Tinca, un ghetto qui abrite 2000 Roms. Ils se retrouvent sans eau courante, électricité, gaz, sanitaires et surtout sans travail depuis la révolution qui a renversé Nicolae Ceașescu et les fermes d'Etat qui employaient 60 % des Roms dans cette région. Parmi les six autres portraits de Roms exposés au Centre de l'Histoire de la Résistance et de la Déportation (CHRD), l'histoire chanceuse de Traian est aussi racontée. Après avoir été expulsé à plusieurs reprises et être revenu plusieurs fois, il a fini par obtenir un logement à Villeurbanne. Avec sa femme et ses enfants, Fabian en CP et Fabiana (3ans) qui prépare sa rentrée en maternelle, il habite dans le quartier populaire de Gratte-Ciel sans travail. La famille vit donc de mendicité et de petits boulots au « noir » et cherchera un vrai travail en 2012 lorsque les Roumains ne seront plus exclus du droit à un permis de travail comme n'importe quel citoyen européen.

« Comprendre la source de ce qui les amène en France » Le photographe lyonnais Bruno Amsellem, qui suit depuis plus de sept ans la communauté Rom dans les squats et bidonvilles de Lyon, ne voulait pas faire de « généralités ». En 2007, suite à son reportage sur la première expulsion du bidonville de Vénissieux (69), Le Monde lui conseille d'aller « voir ce qui se passe là-bas et comprendre la source de ce qui les amène en France ». « Je me suis très vite aperçu qu'ils n'étaient pas en capacité de manger tous les jours, qu'ils étaient rejetés par la population roumaine, qu'il n'était pas toujours possible d'envisager la scolarisation des enfants », explique le photographe dans le communiqué de l'exposition. Est également expliquée aux visiteurs la position exceptionnelle de l'Etat français vis-à-vis des Roms : citoyens européens, ils sont libres de circuler à travers l'UE. Pourtant ils doivent justifier d'un emploi dans les trois mois après leur arrivée sur le sol français. Cette position particulière de

la France, négociée avec l'UE en 2007, les oblige donc à être dans la clandestinité si ils ne remplissent pas cette obligation d'emploi. Dans le cas contraire, leur unique recours est d'accepter le rapatriement et une aide de retour au pays d'environ 361 euros. Mais ces six familles sont toutes revenues en France quelques temps après. « **On ne se rend plus compte que l'on parle de vraies personnes** » La genèse de ce projet serait partie d'une confusion entre la population tzigane et Rom. En 2007, à l'occasion d'une exposition retraçant l'internement des tziganes pendant la Seconde Guerre mondiale, le public, et le staff du CHRD lui-même, aurait en effet avoué « mal connaître les Roms et ne pas savoir pourquoi ni d'où ils venaient principalement ». Pour Marion Vivier, attachée de conservation au CHRD, le travail de Bruno Amsellem est « extrêmement différent de l'effet d'annonce que l'on entend aujourd'hui dans les médias ». Aujourd'hui, elle explique cette migration due à la chute du Mur de Berlin et à l'effondrement du régime soviétique. « Cela fait déjà trois ans, depuis l'entrée de la Roumanie dans l'UE, qu'ils connaissent des obligations de quitter le territoire français (OQTF) », rappelle-t-elle. Une jeune femme venue voir l'exposition lui aurait dit la semaine dernière : « Avec tout ce qu'on entend ces derniers temps, on ne se rend plus compte que l'on parle de vraies personnes ». **Pic de visites en août** Les récentes actualités auraient ainsi avantagé l'exposition. Suite à l'explosion du phénomène dans l'actualité avec des centaines de Roms rapatriés de France vers leur pays d'origine, elle aurait connu un pic de visites en août et touché un public plus large. « Nous recevons généralement la visite d'un public de type jeune et engagé », explique l'attachée de conservation au Musée de l'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon qui se situe dans la cour du Centre Berthelot où est également abrité l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université Lyon2. « Mais ces dernières semaines, poursuit-elle, nous avons reçu également de nombreux visiteurs assez âgés, curieux de voir de plus près les conditions de vie des Roms en France et dans leur pays natal ». Le suivi de ces six familles jusqu'en Roumanie lui fait dire désormais « qu'ils viennent ici pour trouver un idéal de vie » avant de conclure : « C'est l'histoire des migrants du monde entier ».

Voyages pendulaires, des Roms au cœur de l'Europe jusqu'au 24 décembre 2010.

Horaires : du mercredi au vendredi de 9h à 17h30, les samedi et dimanche, de 9h30 à 18h.

Fermeture les jours fériés, sauf le 8 mai. Fermeture annuelle entre Noël et le Jour de l'an.

Centre d' Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, 14 avenue Berthelot, 69007 Lyon. Tél. : 04 78 72 23 11.

[Site du CHRD](#)